



Formule canadienne normalisée de contrat entre architecte et expert-conseil

DOCUMENT NEUF

2018 Édition

ADAPTÉ POUR

Coller le sceau
d'autorisation de
l'IRAC ici

Le présent document est protégé par le droit d'auteur. S'il porte un sceau d'autorisation en page couverture, il constitue une copie autorisée de la Formule canadienne normalisée de contrat de services en architecture – Document Neuf

L'institut royal
d'architecture
du Canada

*Formule canadienne normalisée
de contrat
entre architecte et expert-
conseil*

DOCUMENT NEUF
Édition 2018

Le présent document a été élaboré par l'Institut royal d'architecture du Canada (IRAC) au nom de la profession d'architecte du Canada.

Toute question concernant l'utilisation de ce document doit être adressée aux conseillers à la pratique de l'association provinciale ou de l'ordre provincial d'architectes approprié. Toute suggestion concernant l'élaboration des documents contractuels normalisés doit être présentée par écrit à :

L'Institut royal d'architecture du Canada
55, rue Murray,
bureau 330
Ottawa (Ontario)
K1N 5M3

© Tous droits réservés 2018

Ce document ne peut être copié, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite de l'Institut royal d'architecture du Canada.

Table des matières

Convention	pages FC 1 à FC4
A1	Date
A2	Architecte
A3	Expert-conseil
A4	Cette partie du projet
A5	Client
A6	Projet
A7-A9	Contrat principal
A10	Services de l'expert-conseil
A11	Sous-experts-conseils
A12-A14	Honoraires et frais remboursables
A15	Avance d'honoraires
A16-A17	Factures
A18	Avis officiels
A19	Dépassement du budget de construction
A20-A23	Assurance
A24-A25	Autres conditions
	Page des signatures
Définitions	page D1
Conditions générales	pages CG 1 à CG 4
CG0	Préambule
CG1	Responsabilités et étendue des services de l'expert-conseil
CG2	Services additionnels
CG3	Responsabilités de l'architecte
CG4	Budget de construction et estimation du coût de construction pour cette partie du projet
CG5	Rôle et autorité de l'expert-conseil pendant la construction
CG6	Utilisation des documents – Voir le contrat principal
CG7	Norme de diligence – Voir le contrat principal
CG8	Indemnisation
CG9	Limitations de responsabilité
CG10	Assurance
CG11	Résiliation et suspension – Voir le contrat principal
CG12	Paievements à l'expert-conseil
CG13	Honoraires à pourcentage
CG14	Règlement des différends – Voir le contrat principal
CG15	Conditions générales diverses – Voir le contrat principal
Annexes	
	(Joindre la ou les annexes appropriées parmi la liste ci-dessous)
	Annexe A – Services de l'expert-conseil - Structure (tabulaire)
	Annexe A – Services de l'expert-conseil - Mécanique (tabulaire)
	Annexe A – Services de l'expert-conseil - Électricité (tabulaire)
	Annexe A – Services de l'expert-conseil - Autre (tabulaire)

Document Neuf – Édition 2018

© 2018 Le présent document est protégé par le droit d'auteur. Il peut être reproduit et être utilisé lorsqu'un sceau d'autorisation de l'IRAC est apposé sur la couverture du document. L'utilisation de la Formule canadienne normalisée de contrat entre architecte et expert-conseil – Document Neuf qui ne porte pas un tel sceau d'autorisation constitue une violation du droit d'auteur.

Formule canadienne normalisée de contrat entre architecte et expert-conseil

DOCUMENT NEUF

Édition 2018

Convention

- A1** La présente convention est conclue le : _____
(Date)
- A2** entre l'*architecte* _____
(Nom)

(Adresse)

(Courriel) (Télécopieur)
- A3** et l'*expert-conseil* _____
(Nom)

(Adresse)

(Courriel) (Télécopieur)
- A4** pour des *services* professionnels relatifs à
cette partie du projet : _____
- A5** L'*architecte* a conclu un contrat avec le
client : _____
(Nom)

(Adresse)

- A6** relativement au *projet* suivant : _____
- A7** Le contrat avec le *client* mentionné à l'article A5, pour le *projet* mentionné à l'article A6, est qualifié ci-après de *contrat principal*.
- A8** Une copie du *contrat principal*, y compris les annexes applicables, est jointe au présent contrat en tant qu'Appendice 1 et fait partie du présent contrat. Les dispositions de ce contrat relatives aux honoraires peuvent être supprimées de cette copie.
- A9** Sauf s'il en est expressément prévu autrement dans le présent contrat, et dans la mesure dans laquelle les dispositions du *contrat principal* s'appliquent à *cette partie du projet* :
- .1 l'*architecte* assume envers l'*expert-conseil* toutes les obligations que le *client* assume envers l'*architecte* en vertu du *contrat principal*,
 - .2 l'*expert-conseil* assume envers l'*architecte* toutes les obligations que l'*architecte* assume envers le *client* en vertu du *contrat principal*,

	Document Neuf – Édition 2018	FC 1 de 4
© 2018 Le présent document est protégé par le droit d'auteur. Il peut être reproduit et être utilisé lorsqu'un sceau d'autorisation de l'IRAC est apposé sur la couverture du document. L'utilisation de la Formule canadienne normalisée de contrat entre architecte et expert-conseil – Document Neuf qui ne porte pas un tel sceau d'autorisation constitue une violation du droit d'auteur.		

- .3 l'*architecte* bénéficie de tous les droits dévolus au *client* en vertu du *contrat principal*,
- .4 l'*expert-conseil* bénéficie de tous les droits dévolus à l'*architecte* en vertu du *contrat principal*.

A10 L'*expert-conseil* fournira les *services* décrits à l'Annexe A – Services de l'*expert-conseil*.

A11 Les *sous-experts-conseils* suivants seront engagés par l'*expert-conseil* :

A12 Les honoraires pour les *services*, à l'exclusion de toutes *taxes à la valeur ajoutée*, sont établis selon une ou plusieurs des méthodes suivantes, comme indiqué à l'Annexe A – Services de l'*expert-conseil*.

- .1 La méthode à forfait, le montant forfaitaire s'établissant à _____ \$.
- .2 La méthode à pourcentage, le pourcentage étant établi à _____ % du *budget de construction*, de l'*estimation du coût de construction* et du *coût de construction*, comme décrit à la clause CG 13 – Honoraires à pourcentage.
- .3 La méthode horaire pour le personnel engagé par l'*expert-conseil* ou les *sous-experts-conseils* de l'*expert-conseil*, selon les taux indiqués à l'Annexe C – Taux horaires.
- .4 Autre méthode :

A13 Le paiement des honoraires forfaitaires ou à pourcentage sera réparti selon les phases des *services*, comme suit :

.1 Études préconceptuelles :	_____ %
.2 Esquisse du projet :	_____ %
.3 Projet préliminaire :	_____ %
.4 Projet définitif :	_____ %
.5 Appel d'offres ou négociations :	_____ %
.6 Construction :	_____ %
.7 Après-construction :	_____ %
Total :	100 %

A14 Les *frais remboursables* seront payés selon l'Annexe B – Frais remboursables.

A15 À la conclusion du présent contrat, l'*architecte* paiera à l'*expert-conseil* une avance d'honoraires au montant de _____ \$, et ce montant sera déduit de la dernière facture de l'*expert-conseil*.

A16 L'*expert-conseil* préparera des factures d'honoraires et de *frais remboursables*, comprenant les *taxes à la valeur ajoutée*, conformément à la clause CG 12.1 – Factures. Les factures seront présentées tous les mois, sauf si l'*architecte* et l'*expert-conseil* en conviennent autrement.

	Document Neuf – Édition 2018	FC 2 de 4
© 2018 Le présent document est protégé par le droit d'auteur. Il peut être reproduit et être utilisé lorsqu'un sceau d'autorisation de l'IRAC est apposé sur la couverture du document. L'utilisation de la Formule canadienne normalisée de contrat entre architecte et expert-conseil – Document Neuf qui ne porte pas un tel sceau d'autorisation constitue une violation du droit d'auteur.		

- A17** L'*architecte* enverra une facture au *client* au nom de l'*expert-conseil* en vertu du *contrat principal* et paiera la facture de l'*expert-conseil* dans le délai prescrit par la loi à l'*emplacement de l'ouvrage* ou dans un délai de _____ jours suivant la réception du paiement du *client* par l'*architecte*, selon la première éventualité.
- A18** Les adresses auxquelles seront envoyés les avis officiels écrits entre l'*expert-conseil* et l'*architecte* seront celles indiquées aux articles A2 et A3 de la présente convention.
- A19** Si, à n'importe quel moment pendant la prestation des *services*, l'*estimation du coût de construction* ou la plus basse soumission conforme ou la proposition négociée au plus bas prix dépasse le *budget de construction* pour *cette partie du projet* et que le dépassement est supérieur à _____ %, les dispositions de la CG 4.2 s'appliqueront.
- A20** La police d'assurance responsabilité professionnelle que doit détenir l'*expert-conseil* en vertu de la CG 10.1 sera sur une base de réclamations et comprendra une limite de garantie d'au moins _____ \$ par réclamation, jusqu'à concurrence d'au moins _____ \$ par année. Cette police doit être maintenue en continu du début de la prestation des *services* et, sous réserve de sa disponibilité, pendant au moins trois ans suivant la date à laquelle l'ouvrage est *prêt pour l'occupation*. L'*architecte* reconnaît que le montant réel de l'assurance disponible à un moment donné en vertu d'une police à base de réclamations dépendra du montant global de toutes les réclamations faites pendant cette année.
- [OU]**
- A21** Le *client* souscrira une police d'assurance responsabilité professionnelle particulière pour le projet, tel que décrit dans le *contrat principal* et il en paiera la prime.
- [Rayer la clause A20 ou A21, selon le cas.]**
- A22** La responsabilité de l'*expert-conseil* en vertu de la CG 9.1.2 sera limitée à _____ \$.
- A23** L'assurance responsabilité générale que doit détenir l'*expert-conseil* en vertu de la CG 10.2 aura des limites de garantie d'au moins _____ \$ par événement. Les certificats d'assurance attestant que l'*expert-conseil* respecte les dispositions des articles A20 et A23 sont joints au présent contrat en tant qu'Appendice 2.
- A24** Le présent contrat est régi par les mêmes lois que le *contrat principal*.
- A25** Le présent contrat constitue le contrat entier et total intervenu entre l'*architecte* et l'*expert-conseil* et remplace les négociations, conventions ou contrats antérieurs, écrits ou verbaux. Il ne peut être modifié que par un écrit signé par l'*architecte* et l'*expert-conseil*.

	Document Neuf – Édition 2018	FC 3 de 4
© 2018 Le présent document est protégé par le droit d'auteur. Il peut être reproduit et être utilisé lorsqu'un sceau d'autorisation de l'IRAC est apposé sur la couverture du document. L'utilisation de la Formule canadienne normalisée de contrat entre architecte et expert-conseil – Document Neuf qui ne porte pas un tel sceau d'autorisation constitue une violation du droit d'auteur.		

Architecte

(Nom de l'*architecte*)

(Signature)

(Nom et titre du signataire)

(Signature)

(Nom et titre du signataire)

Témoin

(Signature)

(Nom et titre du signataire)

Expert-conseil

(Nom de l'*expert-conseil*)

(Signature)

(Nom et titre du signataire)

(Signature)

(Nom et titre du signataire)

Témoin

(Signature)

(Nom et titre du signataire)

	Document Neuf – Édition 2018	FC 4 de 4
© 2018 Le présent document est protégé par le droit d'auteur. Il peut être reproduit et être utilisé lorsqu'un sceau d'autorisation de l'IRAC est apposé sur la couverture du document. L'utilisation de la Formule canadienne normalisée de contrat entre architecte et expert-conseil – Document Neuf qui ne porte pas un tel sceau d'autorisation constitue une violation du droit d'auteur.		

Définitions

Les définitions contenues dans le *contrat principal* s'appliquent au présent contrat, sauf pour les termes suivants où les définitions qui suivent s'appliquent. Tout mot utilisé au singulier peut avoir le sens du pluriel lorsque le contexte l'exige.

Services additionnels

Les *services additionnels* sont les services qui ne sont pas inclus comme *services* devant être fournis par *l'expert-conseil* à l'Annexe A – Services de l'expert-conseil au moment de la conclusion du présent contrat, mais qui, avec le consentement écrit de *l'architecte* et de *l'expert-conseil*, sont ultérieurement ajoutés aux *services* énumérés à l'Annexe A – Services de l'expert-conseil.

Expert-conseil

L'*expert-conseil* est la personne ou l'entité désignée comme tel à l'article A3 de la convention.

Autres experts-conseils

Les *autres experts-conseils* sont les personnes ou les entités, autres que *l'expert-conseil* désigné à l'article A3 de la convention, qui sont engagés par le *client* ou par *l'architecte* pour offrir des services spécialisés ou des services supplémentaires à ceux qui sont fournis par *l'architecte* et *l'expert-conseil*.

Contrat principal

Le *contrat principal* est le contrat signé entre *l'architecte* et le *client*, tel que mentionné à l'article A5 de la convention.

Services

Les *services* sont les services indiqués à l'Annexe A – Services de l'expert-conseil, y compris les services fournis par *l'expert-conseil*, ses employés et tout *expert-conseil* engagé en sous-traitance par *l'expert-conseil*.

Cette partie du projet

L'expression *cette partie du projet* renvoie aux éléments, systèmes ou composantes du *projet* auxquels s'appliquent la discipline ou les qualifications de *l'expert-conseil* et pour lesquels les *services* sont fournis, comme indiqué à l'article A4 de la convention.

	Document Neuf – Édition 2018	D 1 de 1
© 2018 Le présent document est protégé par le droit d'auteur. Il peut être reproduit et être utilisé lorsqu'un sceau d'autorisation de l'IRAC est apposé sur la couverture du document. L'utilisation de la Formule canadienne normalisée de contrat entre architecte et expert-conseil – Document Neuf qui ne porte pas un tel sceau d'autorisation constitue une violation du droit d'auteur.		

Conditions générales

CG0 Préambule – Voir le contrat principal

0.1 Dans les présentes conditions générales, les mots « voir le contrat principal » font référence aux CG correspondantes du contrat principal, qu'il faut toutefois modifier pour remplacer le terme *architecte* par le terme *expert-conseil* et le terme *client* par le terme *architecte* lorsqu'ils sont utilisés.

CG1 Responsabilités et étendue des services de l'expert-conseil

1.1 L'*expert-conseil* doit :

- .1 fournir les *services* désignés à l'Annexe A – Services de l'expert-conseil comme relevant de la responsabilité de l'*expert-conseil* pour *cette partie du projet*, qui font partie des responsabilités de l'*architecte* envers le *client* en vertu du *contrat principal*,
- .2 autoriser, par écrit, une personne à agir en son nom (en l'absence d'une telle autorisation, le signataire de la convention est considéré comme étant le représentant autorisé de l'*expert-conseil*),
- .3 engager, s'il y a lieu, les *sous-experts-conseils* mentionnés à l'article A11 de la convention en vertu de contrats qui intègrent les modalités applicables du présent contrat,
- .4 fournir les *services* d'une manière, selon une séquence et au moment qui permettent leur coordination avec ceux de l'*architecte* et des *autres experts-conseils* du projet,
- .5 fournir des copies d'étape des *instruments de service* et d'autres informations que l'*expert-conseil* a la responsabilité de fournir à l'*architecte* et aux *autres experts-conseils*, à des fins d'examen et de coordination,
- .6 coordonner tous les aspects de *cette partie du projet* et se familiariser avec les aspects du *projet* conçu par l'*architecte* et les *autres experts-conseils*, s'il y a lieu, pour assurer la bonne coordination de *cette partie du projet*,
- .7 coopérer avec l'*architecte* pour déterminer la juste part de l'*estimation du coût de construction* devant être allouée à *cette partie du projet*,
- .8 s'assurer d'inclure l'*architecte* dans toutes les communications de l'*expert-conseil* avec le *client*, le *constructeur* et les *autres experts-conseils*, sauf si l'*architecte* autorise par écrit qu'il en soit autrement,
- .9 être un contractant indépendant pour *cette partie du projet*, être responsable des méthodes et moyens utilisés dans la prestation des *services* prévus au présent contrat, et ne doit pas être un employé, un agent ou un associé de l'*architecte*, ni n'avoir formé un consortium avec ce dernier.

CG2 Services additionnels

2.1 Dès qu'il réalise que des *services additionnels* sont requis, l'*expert-conseil* ou l'*architecte* en avise promptement l'autre partie en expliquant les faits et les circonstances.

2.2 L'*expert-conseil* ne peut fournir des *services additionnels* qu'après la conclusion d'une entente écrite à cette fin entre lui et l'*architecte*.

CG3 Responsabilités de l'architecte

3.1 Les responsabilités de l'*architecte* sont celles qui sont indiquées comme telles dans l'Annexe A – Services de l'expert-conseil.

3.2 L'*architecte* doit :

- .1 autoriser, par écrit, une personne à agir en son nom et définir l'étendue des pouvoirs de cette personne, au besoin (en l'absence d'une telle autorisation, le signataire de la convention est considéré comme étant le représentant autorisé de l'*architecte*);
- .2 être le professionnel chargé de la coordination qui :
 - .1 gère les communications entre tous les *experts-conseils* mentionnés dans le *contrat principal*,
 - .2 donne des instructions à tous les *experts-conseils* mentionnés dans le *contrat principal* au besoin, pour donner effet à toutes les décisions de conception,
 - .3 examine les *services* de tous les *experts-conseils* mentionnés dans le *contrat principal* pour cerner les éléments de préoccupation et s'assure que les *experts-conseils* suivent les instructions.

CG4 Budget de construction et estimation du coût de construction pour cette partie du projet

	Document Neuf – Édition 2018	CG 1 de 4
© 2018 Le présent document est protégé par le droit d'auteur. Il peut être reproduit et être utilisé lorsqu'un sceau d'autorisation de l'IRAC est apposé sur la couverture du document. L'utilisation de la Formule canadienne normalisée de contrat entre architecte et expert-conseil – Document Neuf qui ne porte pas un tel sceau d'autorisation constitue une violation du droit d'auteur.		

- 4.1 L'évaluation initiale du *budget de construction* par l'*expert-conseil* et toutes les *estimations du coût de construction* préliminaires ou mises à jour que peut préparer l'*expert-conseil* pour *cette partie du projet* représentent le meilleur jugement de l'*expert-conseil*. Toutefois, l'*expert-conseil* ne peut garantir ou affirmer que la plus basse soumission conforme ou la proposition négociée au plus bas prix ne s'écarteront pas de l'*estimation du coût de construction* et du *budget de construction* pour *cette partie du projet*.
- 4.2 Si, à quelque moment, l'*estimation du coût de construction* ou la plus basse soumission conforme ou la proposition négociée au plus bas prix excède le *budget de construction* pour *cette partie du projet* de plus que le pourcentage établi à l'article A19 de la convention, les dispositions suivantes s'appliquent :
- .1 si le *client* opte pour coopérer avec l'*architecte* pour diminuer la portée ou la qualité de *cette partie du projet*, et
 - .2 que le dépassement n'est pas dû à des conditions extraordinaires du marché ou à d'autres facteurs que l'*expert-conseil* n'aurait pu raisonnablement prévoir ou à des facteurs qui ne relèvent pas de son contrôle,
 - .3 l'*architecte* peut demander à l'*expert-conseil* de modifier la conception ou les *documents de construction* ou de fournir d'autres *services*, s'il y a lieu, pour réduire l'*estimation du coût de construction* pour *cette partie du projet* et la ramener dans les limites du pourcentage excédentaire du *budget de construction* prévu à l'article A19 de la convention, auquel cas l'*expert-conseil* exécute ces *services* sans honoraires additionnels. Ce sera la limite de la responsabilité de l'*expert-conseil* en vertu de la présente CG 4.2.

CG5 Rôle et autorité de l'expert-conseil pendant la construction

- 5.1 L'*expert-conseil* aide l'*architecte* à administrer le *contrat de construction*.
- 5.2 L'*expert-conseil* n'est pas l'agent autorisé ou le représentant de l'*architecte* ou du *client* aux fins du *contrat de construction*.
- 5.3 L'*expert-conseil* :
- .1 effectue une *surveillance générale* de l'*ouvrage* pour *cette partie du projet*;
 - .2 est, en première instance, l'interprète du *contrat de construction* pour *cette partie du projet* et rend des interprétations et des conclusions écrites impartiales et compatibles avec l'intention des *documents de construction*,
 - .3 a l'autorité de refuser des travaux non conformes aux exigences du *contrat de construction* pour *cette partie du projet*,
 - .4 a l'autorité de demander une inspection spéciale ou des essais sur des travaux pour *cette partie du projet*, que ces travaux aient été ou non fabriqués, installés ou achevés,
 - .5 a l'autorité de demander des rajustements mineurs à l'*ouvrage* pour *cette partie du projet* qui sont compatibles avec l'intention du *contrat de construction*, lorsque ces rajustements ne supposent pas un rajustement du *coût de construction* ou une prolongation du délai prévu au *contrat de construction*.
- 5.4 L'*expert-conseil* aide l'*architecte* dans l'évaluation des demandes de paiement du *constructeur* et la délivrance des certificats de paiement. La recommandation de l'*expert-conseil* à l'*architecte* quant au droit du *constructeur* de recevoir le paiement pour l'*ouvrage* de *cette partie du projet* signifie que l'*expert-conseil*, en se basant sur les observations faites au cours de sa *surveillance générale* de l'*ouvrage* de *cette partie du projet* et sur l'examen de la liste des valeurs et de la demande de paiement présentées par le *constructeur*, est en mesure d'affirmer que l'*ouvrage* a progressé jusqu'au point indiqué; qu'à sa connaissance, selon l'information dont il dispose et selon ses croyances, l'*ouvrage* tel qu'il a pu l'observer dans le cadre de sa *surveillance générale* est en conformité générale avec le *contrat de construction*; et que le *constructeur* a droit à un paiement égal au montant qu'il recommande. Les examens et les recommandations de l'*expert-conseil* à cette fin doivent être effectués en temps opportun afin que l'*architecte* ait suffisamment de temps pour remplir ses propres obligations à cet égard.
- 5.5 L'*expert-conseil* n'est pas responsable :
- .1 des actes ou omissions du *constructeur*, des sous-traitants, des fournisseurs ou de toute autre personne qui exécute quelque partie de l'*ouvrage*, ni de leur défaut d'exécuter l'*ouvrage* en conformité avec les *documents de construction*, et il n'est pas responsable non plus de la découverte de tels actes ou omissions,
 - .2 des moyens, méthodes, techniques, calendriers, séquences ou procédures de construction, ni des mesures et programmes de sécurité nécessaires à l'exécution de l'*ouvrage*, et il n'a ni le contrôle, la charge ou la supervision de ceux-ci,
 - .3 de toute question découlant de *substances ou matières toxiques ou dangereuses*,
 - .4 de l'information fournie par les fabricants de produits,
 - .5 de la prestation de *services* qui supposent une modification importante des *documents de construction*, à l'exception des *services* prévus à la clause CG 7.3 du *contrat principal* ou des *services additionnels*.

	Document Neuf – Édition 2018	CG 2 de 4
© 2018 Le présent document est protégé par le droit d'auteur. Il peut être reproduit et être utilisé lorsqu'un sceau d'autorisation de l'IRAC est apposé sur la couverture du document. L'utilisation de la Formule canadienne normalisée de contrat entre architecte et expert-conseil – Document Neuf qui ne porte pas un tel sceau d'autorisation constitue une violation du droit d'auteur.		

- CG6 Utilisation des documents – Voir le contrat principal**
- CG7 Norme de diligence – Voir le contrat principal**
- CG8 Indemnisation**
- 8.1 Sous réserve des limitations de responsabilités prévues à la clause CG 9, *l'expert-conseil* et *l'architecte* doivent s'indemniser l'un l'autre et se tenir à couvert des réclamations, mises en demeure, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures relatifs aux réclamations de tierces parties, à la condition que ces réclamations soient attribuables à :
- .1 la prestation négligente des *services* rendus par *l'expert-conseil* ou par ceux dont *l'expert-conseil* est responsable en vertu de la loi,
 - .2 une rupture du présent contrat par la partie de laquelle l'autre partie cherche à être indemnisée.
- 8.2 La présente CG 8 demeure en vigueur après la suspension, la résiliation ou l'achèvement du présent contrat.
- CG9 Limitations de responsabilité**
- 9.1 Le montant total des réclamations, qu'elles soient de nature contractuelle ou délictuelle, que *l'architecte* fait ou peut faire valoir contre *l'expert-conseil*, de quelque façon et qui découlent des obligations et des responsabilités de *l'expert-conseil* ou s'y rapportent, y compris celles qui découlent de la clause CG 8 Indemnisation, sont limitées au moindre des montants suivants :
- .1 le montant de la limite de garantie prévue à l'article A20 ou A21 de la convention qui est disponible au moment de la réclamation, ou
 - .2 le montant indiqué à l'article A22 de la convention.
- 9.2 *L'expert-conseil* n'est pas responsable, de manière contractuelle ou délictuelle pour :
- .1 des modifications apportées à la conception ou aux *documents de construction* de *l'expert-conseil* par *l'architecte*, le *client*, le *constructeur*, ou d'autres tierces parties sans l'approbation écrite de *l'expert-conseil*,
 - .2 les actes, omissions ou erreurs de *l'architecte*, du *client*, des *autres experts-conseils*, du *constructeur* ou des autres tierces parties engagées par *l'architecte* ou le *client*,
 - .3 le résultat de toute interprétation ou conclusion que *l'expert-conseil* a formulée de bonne foi conformément aux *documents de construction*.
- 9.3 La responsabilité de *l'expert-conseil* et de *l'architecte* par rapport à une réclamation envers l'autre, qu'elle soit de nature contractuelle ou délictuelle, est limitée aux dommages directs seulement et aucune des parties n'assume de responsabilité de quelque nature pour une perte ou un dommage incident ou indirect subi par l'autre partie.
- CG10 Assurance**
- 10.1 Sauf si le *client* souscrit une assurance responsabilité professionnelle distincte pour le projet et en paie la prime, comme indiqué à l'article A21 de la convention, *l'expert-conseil* doit détenir une assurance responsabilité professionnelle dont la limite de garantie est d'au moins le montant indiqué à l'article A20 de la convention.
- 10.2 *L'expert-conseil* doit détenir une assurance responsabilité générale dont les limites sont d'au moins les montants indiqués à l'article A23 de la convention, de la date du début de la prestation des *services* jusqu'à un an suivant la date à laquelle *l'ouvrage est prêt pour l'occupation*.
- 10.3 *L'expert-conseil* doit exiger que tous les *sous-experts-conseils* qu'il engage détiennent de l'assurance responsabilité professionnelle et de l'assurance responsabilité générale.
- 10.4 Sur demande, les polices d'assurances de *l'expert-conseil* et des *sous-experts-conseils* engagés par *l'expert-conseil* seront mises à la disposition de *l'architecte* à des fins d'inspection.
- 10.5 La présente CG 10 demeure en vigueur après la suspension, la résiliation ou l'achèvement du présent contrat.
- CG11 Résiliation et suspension – Voir le contrat principal**
- CG12 Paiements à l'expert-conseil**
- 12.1 *L'expert-conseil* envoie une facture à *l'architecte* pour les *services* rendus et les *frais remboursables* engagés en se basant, selon le cas, sur :
- .1 l'échelonnement des honoraires à montant forfaitaire ou à pourcentage selon les phases des *services*, tel qu'indiqué à l'article A13 de la convention et en proportion de l'avancement des *services* dans chaque phase,

	Document Neuf – Édition 2018	CG 3 de 4
© 2018 Le présent document est protégé par le droit d'auteur. Il peut être reproduit et être utilisé lorsqu'un sceau d'autorisation de l'IRAC est apposé sur la couverture du document. L'utilisation de la Formule canadienne normalisée de contrat entre architecte et expert-conseil – Document Neuf qui ne porte pas un tel sceau d'autorisation constitue une violation du droit d'auteur.		

- .2 les tarifs horaires indiqués à l'Annexe C – Tarifs horaires
 - .3 les *frais remboursables* indiqués à l'Annexe B – Frais remboursables.
- 12.2 Si, pour quelque raison, le *client* ne paie pas en entier la facture de l'*architecte*, l'*architecte* doit payer à l'*expert-conseil* cette portion de la facture de l'*architecte* au *client* qui est attribuable à l'*expert-conseil* et pour laquelle l'*architecte* a reçu paiement du *client*.
- 12.3 Si la législation sur les privilèges applicable à l'*emplacement de l'ouvrage* l'exige, les paiements de l'*architecte* à l'*expert-conseil* peuvent faire l'objet d'une retenue obligatoire.
- CG13 Honoraires à pourcentage**
- 13.1 La présente clause CG 13 s'applique seulement si les honoraires ou une partie des honoraires de l'*expert-conseil* sont établis à pourcentage tel qu'indiqué à l'article A12 de la convention.
- 13.2 Les honoraires à pourcentage sont calculés sur la base des montants suivants :
- .1 avant qu'une *estimation du coût de construction* n'ait été établie, les honoraires sont basés sur le *budget de construction* pour *cette partie du projet* au moment de la facture,
 - .2 après qu'une *estimation du coût de construction* a été établie, les honoraires sont basés sur l'*estimation du coût de construction* de *cette partie du projet* au moment de la facture
 - .3 après la conclusion du *contrat de construction*, les honoraires sont basés sur le *coût de construction* de *cette partie du projet* au moment de la facture.
- 13.3 Les honoraires ne feront l'objet d'aucun rajustement rétroactif basé sur des diminutions ou des augmentations du *budget de construction* ou de l'*estimation du coût de construction* au fur et à mesure de l'avancement des *services*.
- 13.4 Si le client fournit de la main-d'œuvre ou des matériaux à des prix inférieurs à ceux du marché pour *cette partie du projet*, les montants servant à établir les honoraires seront rajustés pour correspondre à ce qu'ils auraient dû être si la main-d'œuvre et les matériaux avaient été payés aux prix courants au moment de la construction.
- CG14 Reglement des différends – Voir le contrat principal**
- CG15 Conditions générales diverses – Voir le contrat principal**